

Elie Barnavi

Tribune

publiée dans *Le Monde* du 25 janvier 2024.

Jusqu'à récemment, j'étais vent debout contre un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza. Comme la quasi-totalité de mes compatriotes israéliens, j'étais convaincu qu'il ne fallait pas lâcher la pression avant que les deux buts de guerre majeurs déclarés ne soient atteints : la destruction du Hamas et la libération des otages. Je n'en suis plus si certain désormais. Voici pourquoi.

L'aspect militaire, d'abord. Tsahal a porté des coups très durs au Hamas. Dans le nord et le centre du territoire gazaoui, ses formations territoriales, brigades et bataillons, ont été détruites, et la troisième phase du déploiement militaire se concentre désormais sur des coups de boutoir ciblés. Dans le sud, à Khan Younès, la campagne se poursuit en pleine force. Mais la guerre s'enlise. Même là où l'essentiel de l'appareil militaire du Hamas a été démoli, des cellules terroristes subsistent.

Malgré la découverte et la destruction quotidiennes de dizaines de tunnels, l'infrastructure souterraine, bien plus importante et complexe qu'on ne le soupçonnait – on l'estimait à quelque 400 kilomètres, on pense qu'il y en a plus de 700 –, reste opérationnelle. A ce rythme, il faudrait de longs mois pour en venir à bout. La question se pose donc : quelle serait « l'image de la victoire » ? La reddition du Hamas ? Impensable. La tête de Yahya Sinouar [*le chef du Hamas*] et de ses acolytes ? C'est évidemment l'un des objectifs activement poursuivis. Mais, sans parler de le localiser dans le dédale des tunnels de Khan Younès (à supposer qu'il ne se soit pas déplacé à Rafah, à la frontière égyptienne), il faut l'imaginer entouré du bouclier humain des 130 otages israéliens. Un cauchemar. Ces deux buts de guerre majeurs (la destruction du Hamas et la libération des otages) sont désormais, à l'évidence, contradictoires.

Bref, sur le plan purement militaire, la guerre semble avoir épuisé ses effets. Dans une interview accordée le 18 janvier à la deuxième chaîne de télévision israélienne, qui a fait grand bruit dans le pays et à l'étranger, Gadi Eisenkot, ancien chef d'état-major général et membre du cabinet de guerre, dont le fils et le neveu sont tombés au combat à Gaza début décembre 2023, a affirmé que « *parler de défaite absolue du Hamas est mensonger... Il ne faut pas raconter n'importe quoi... Aujourd'hui, la vérité, c'est que les objectifs de guerre ne sont pas atteints dans la bande de Gaza* ». Et d'exiger au passage des élections anticipées afin de donner au pays une direction en laquelle le peuple puisse avoir de nouveau confiance.

C'est qu'en effet il n'existe pas de « plan purement militaire ». La question des otages renvoie à une vérité incontournable : dans toute guerre, l'aspect militaire n'en est qu'un parmi d'autres. La guerre reste toujours « *la continuation de la politique par d'autres moyens* » [*d'après la formule célèbre du général prussien Carl von Clausewitz (1780-1831)*]. Cela se vérifie surtout dans le cas des conflits dits asymétriques comme celui-ci. La disparité de puissance peut être énorme, le sort des conflits ne se décide pas seulement sur le champ de

bataille. Faut-il rappeler que l'offensive du Têt du Vietcong a échoué face aux Américains, que les Français ont gagné la bataille d'Alger ?

Il y a pis. La situation stratégique d'Israël est proprement catastrophique. Des houthistes yéménites au Hezbollah libanais, en passant par les milices pro-iraniennes d'Irak et de Syrie et les cellules armées de Cisjordanie, Israël fait face à une multiplication inédite de fronts qui l'enserrent de toutes parts. Toutes ces organisations relèvent d'un Etat constitué, l'Iran, qui est une théocratie chiite militarisée. En fait, la guerre de Gaza est la première guerre ouverte israélo-iranienne par milices interposées. Dans le *New York Times* du 29 décembre 2023, Thomas Friedman, l'influent éditorialiste américain qui a l'oreille du président Biden, explique voir dans la guerre de Gaza la deuxième guerre mondiale de notre temps, la première étant celle d'Ukraine. C'est peut-être aller vite en besogne, mais l'internationalisation du conflit de Gaza est un fait.

En effet, face à la coalition dirigée de Téhéran se dressent Israël et son allié unique, les Etats-Unis. Entre les deux s'étend une sorte de marais aux contours flous, dont le positionnement par rapport au conflit de Gaza et ses ramifications dépend d'une foule de considérations disparates, voire contradictoires. On y trouve les pays sunnites de la région, tous – à l'exception du Qatar – hostiles au Hamas et plus ou moins alignés sur Washington, mais sensibles à des opinions publiques – ce qu'on appelle « la rue arabe » – très remontées contre Israël. Deux de ces pays, voisins d'Israël, la Jordanie et l'Egypte, ont d'excellentes raisons de craindre le contrecoup de la guerre de Gaza : la Jordanie, dont le gros de la population est palestinien, est menacée de déstabilisation, l'Egypte est quant à elle sous la pression d'un débordement de masse de Gazaouis dans le Sinaï.

Au-delà, on trouve les puissances du Sud global, animées d'un vieux fond d'antiaméricanisme tiers-mondiste, où l'Inde fait figure d'exception. Enfin, au bout du marais se tiennent les deux puissances révisionnistes, la Russie et la Chine, antimusulmanes à l'intérieur, mais auxquelles Gaza offre, dans une curieuse alliance avec les islamistes à l'extérieur, une occasion en or de damer le pion à Washington.

Dans cette configuration inconfortable, les Etats-Unis sont à la peine. Ils espéraient s'extraire du Proche-Orient, les voici forcés de s'y impliquer derechef : soutien militaire massif à Israël ; envoi d'une armada en Méditerranée et dans le Golfe pour tenir en respect l'Iran et le Hezbollah, et les empêcher d'ouvrir un deuxième front contre leur allié ; couverture diplomatique à l'ONU. Cette position se paie.

Sur le front intérieur, où la désaffection d'un nombre croissant de démocrates dans une poignée d'Etats-clés risque de faire perdre à Joe Biden la présidentielle. Sur le front extérieur, où l'administration ne parvient pas à reformer autour d'elle la coalition qu'elle avait réussi tant bien que mal à réunir contre l'agresseur russe en Ukraine. Témoin les couacs de l'opération dite « Gardien de la prospérité » qu'elle tente d'organiser afin de faire face à la menace que font peser les houthistes sur les voies maritimes en mer Rouge, laquelle obère pourtant gravement le commerce international.

Nous en sommes là : un conflit asymétrique dans un coin de la Méditerranée orientale, qui métastase dans la région et au-delà, met à mal les équilibres régionaux et internationaux, et risque d'allumer une guerre majeure dont personne ne veut. Or, pour faire face à la pire crise de son histoire, Israël dispose d'un seul allié, que Benyamin Nétanyahou, un premier ministre narcissique entouré de laquais et de fous de Dieu, fait tout pour s'aliéner. Tant qu'il sera là, la

guerre se poursuivra, sans autre but qu'elle-même, car il en a besoin pour se maintenir au pouvoir. Voilà pourquoi il refuse obstinément d'évoquer « *le jour d'après* », et se pose en rempart unique contre la création d'un Etat palestinien que le monde entier – Américains compris – considère comme la seule issue raisonnable à la crise.

Oui, il faut arrêter les frais. Un cessez-le-feu permettra de libérer les otages et de les sauver d'une mort certaine. Il débarrassera le pays d'un gouvernement nocif, le pire de son histoire, arrêtera la dégringolade d'Israël dans l'arène internationale et offrira un horizon pour une sortie par le haut du borbier gazaoui, et, à terme, pour un règlement global de la question palestinienne. Rien de tout cela n'est certain, hélas ! Mais rien de tout cela ne sera possible si la campagne meurtrière de Gaza se poursuit sur sa lancée.

Elie Barnavi, historien et essayiste, a été l'ambassadeur d'Israël en France de 2000 à 2002. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Israël-Palestine, une guerre de religion ?* (Bayard, 2006), *Dix thèses sur la guerre* (Flammarion, 2014) et *Israël. Un portrait historique* (Flammarion, 2015).